Compte rendu de l'Assemblée Générale

du Mouvement pour l'Economie Solidaire

Jeudi 8 Octobre 2020 de 13h30 à 19h30

Centre de Vie du Sanitas -

10 place neuve, 37000 TOURS,

Table des matières

1 Liste des personnes présentes :....2
2 Présentation et vote des rapports moral et financier :....3
2.1 Présentation du rapport moral pour l 'année 2019 :....3
2.2 Approbation du Rapport Financier de l'exercice comptable 2019 :....4
2.2.1 L'activité, le compte de résultat....4
2.2.2 LE BILAN....6
2.2.3 Conclusion du Rapport Financier 2019:....8
2.2.4 Résolutions :....8
2.3 Élection du nouveau CA :....9
3 Présentation du projet stratégique 2020-2023 et des actions en cours :....9
3.1 Rappel des quatre axes de coopération de notre stratégie 2019-2022....9
3.2 L'innovation sociale citoyenne au service du développement des territoires....10
3.3 L'évaluation de l'utilité sociale et de l'impact social :....11
3.4 Renforcer le plaidoyer et les convergences en faveur d'une transition économique, environnementale, sociale et sociétale :....11
3.4.1 Le Collectif pour une Transition Citoyenne :....12
3.4.2 Collectif des Associations Citoyennes....12
3.4.3 Transiscope :....13
3.5 Question en débat :....14
4 Le Plaidoyer au sein des instances nationales et international....14
4.1 Plaidoyer au regard de notre participation aux instances nationales :....14
4.1.1 Nouvelle configuration ESS France, chantiers en cours....14
4.1.2 Les Chantier d'ESS France :....16
4.1.3 Nouveau secrétariat d'État à l'ESS, feuille de route....16
4.2 Participation du MES aux instances internationales :....17
4.2.1 RIPESS EU :....17
4.3 Forum Social Mondial des Economies Transformatrices (FSMET) :....17

Notre Assemblée générale a été préparée cette année avec Cre-sol,

que nous remercions vivement pour son accueil.

Et pour l'organisation de la journée de Formation du 9 octobre 2020 avec les élus et techniciens de la Ville de Tours, une occasion pour les membres du mouvement de découvrir les acteurs qui font vivre l'économie solidaire sur ce territoire

1 Liste des personnes présentes :

Non	*Prénom*	*collège*	*Structure*	*vote*
BERGER	Annie	Réseau ESS	ARDES	1
BONDEYNE	Bérénice	Réseau ESS	ADEPES/MES- OCITANIE	2*
COLER	Patricia	Réseau ESS	UFISC	1
COMBES	Josette	individuel		1
De LERMINAT	Luc	Réseau ESS	OPALE	1
OMBADE	Delya	Réseau ESS	OPALE	
DELFAIRIERE	Bérangère	Réseau ESS	APES HDF	1
GUITTON	François	Réseau ESS	MIRAMAP	1
HEREDIA	Alexane	individuel		1
PENASSE	Fabrice	Réseau ESS	PES21	1
LACIE	Mickaël	Réseau ESS	CRESOL	1
DUMAS	Laurence	Réseau ESS	CRESOL	
AURAT	Manuel	Réseau ESS	CRESOL	
LEGRAND	Catherine	Réseau ESS	CRESOL	
LASNIER	Bruno	Délégué national	MES France	
			Total votant	**11**

* *Berenice Dondeyne dispose d'un pouvoir de José DHERS adhérent à titre individuel*

Soit 11 membres représentés sur les 18 membres à jour de leur cotisation en 2019

2 Présentation et vote des rapports moral et financier :

2.1 Présentation du rapport moral pour l 'année 2019 :

Rapport présenté par Josette COMBES et Patricia COLER Coprésidentes :

L'année 2019 a été une année clé pour le développement du MES. Très orientée vers les convergences, à la fois en interne pour stimuler l'inter coopération et à l'externe pour travailler avec d'autres à la progression de l'ESS dans le paysage politique et au sein de la société civile.

La stratégie s'est appuyée sur les chantiers portés par les membres, à la fois ceux en cours et ceux qui ont été initiés notamment au cours du séminaire du 2 au3 décembre. Un grand merci à l'APES qui a financé cette rencontre qui n'aurait pas pu avoir lieu sans cette aide importante (10 000 euros)

A noter quelques événements phare tels que Pop Mind organisé en Mars à Rouen par l'UFISC, la participation à l'AG du CAC, qui a inclus l'AG MES 2019 en juillet puis à celle du RIPESS EU à Lyon au sein d'un événement organisé par la municipalité de Lyon. En novembre, le MES a participé au Forum Régional de l'ESS organisé par le MES Occitanie, qui a organisé un temps national dédié aux FSMET et aux Economies Transformativess et aux Journées de l'Economie Autrement dont Philippe Frémeaux et Alternatives Economiques sont les initiateurs. Rendons au passage un hommage à Philippe Frémeaux disparu cette année. Avec lui disparaît un ardent défenseur de l'ESS.

Nous avons largement contribué au Forum Social Mondial en avril 2019 à Barcelone, dont la poursuite a eu lieu de juin à juillet 2020 en virtuel et d'octobre à novembre en virtuel également puisque la FESC de Barcelone a été annulée.
Le MES est impliqué dans un processus de formation avec 5 autres pays européens (Gr, Pt, De, Ro, It) depuis septembre 2019, à la suite d'une étude menée les deux années précédentes. Il s'agit de former des formateurs de la formation initiale et professionnelle à l'inclusion de l'ESS dans leurs cursus.

Enfin *last but not least*, le MES a pris la coprésidence d'ESS France assurée à tour de rôle par Bruno Lasnier et Bérénice Dondeyne, cette dernière occupant officiellement le poste.
Une de nos préoccupations majeures est de dégager un budget suffisant pour pouvoir offrir un salaire correspondant à un temps plein pour Bruno et recruter quelqu'un d'autre pour les projets qui commencent à être nombreux. Bruno présentera l'ensemble des chantiers en cours.

Pour info, nous hébergeons l'emploi de Juliette Bertrand pour le RIPESS EU depuis janvier 2020.

La question du Covid 19 n'a pas été abordé ici puisque l'AG est un compte - rendu de l'année 2019. Evidemment, la crise a beaucoup impacté l'activité mais l'ESS a fait preuve de résilience, pour l'instant, même si de nombreuses associations et entreprises sont menacées.

En guise de conclusion à cette courte introduction à nos travaux et en termes de prospective, nous pouvons dire que nous sommes en meilleure situation cette année qu'en 2019, même si la situation politique reste très problématique. L'ESS est si bien reconnue désormais qu'elle sert éventuellement de slogan publicitaire à des activités qui sont une composante d'un gros cheval de libéralisme et une toute petite alouette d'économie solidaire.

Il nous faut donc plus que jamais travailler ensemble et rester extrêmement vigilants.

Résolutions :

Après avoir entendu et débattu ce Rapport moral, l'assemblée générale l'approuve à l'unanimité des votants.

2.2 Approbation du Rapport Financier de l'exercice comptable 2019 :

Du fait de l'absence non prévue du Trésorier, Luc BELVAL c'est le délégué national qui présente le rapport financier :

Conformément aux statuts, sont soumis à approbation les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Les comptes détaillés sont consultables par tous les membres au siège de l'association.

2.2.1 L'activité, le compte de résultat

L'activité du MES, telle qu'elle apparaît dans les comptes, se caractérise par **une augmentation importante en 2019** par rapport à 2018. Le total des produits passe ainsi de 43 199,51 € en 2018, à 56 612,92 € en 2019 , soit une augmentation de 131% , si l'on regarde la progression sur deux ans 18 226 € en 2017, le volume d'activité triple par rapport à 2017.

Même si l'apport de la subvention de 50 000 € sur 3 ans (2018-2020) de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, passe de 20 000 € en 2018 à 15 000 € pour l'année 2019, la participation à l'organisation du séminaire *Coconstruire l'Economie Solidaire* par la FPH pour 6 357€, porte leur contribution 2019 à 21 357 €.

A cela s'ajoutent de nouveaux financements :

- Le financement lié au projet européen Erasmus SSEVET2 qui a débuté en octobre 2018 (2217 € de produits affectés en 2018) et qui prendra fin en juin 2021, permet de générer 11 389, 20 € de produit sur 2019, ce projet porte sur le champ de la formation à l'ESS et vient consolider la place de la formation dans les ressources du MES. A cela s'ajoute l'augmentation de la subvention du FDVA pour la réalisation de formations à destination des bénévoles qui passe de 4200 € en 2018 à 6300 € en 2109.
- L'apport de l'APES HdF pour 10 000 € pour financer la mise en place de chantiers coopératifs entre les membres du MES au service de la stratégie 2019-2022 du mouvement contribue de façon importante à cette augmentation et au développement de l'activité du mouvement pour les années à venir.
- Enfin les cotisations progressent de 3600 € en 2018 à 4175 € en 2019

Les produits d'exploitation sont constitués en 2019 de :

➔ 24 760 Euros de vente de prestations, essentiellement de formation et l'apport de l'APES

➔ 27 657 Euros de subvention d'exploitation,

➔ 4 175 Euros de cotisations,

Évolution détaillée des produits d'exploitation	***2018***	***2019***	***% des produits d'exploitation 2019***	***Variation 2019 / 2018***
Vente de prestations de formation et accompagnement	8 727,00 €	14 760,00 €	26 %	+ 69 %
Financement APES		10 000,00 €	18 %	+ 100 %
Subventions d'exploitation	24 200,00 €	27 657,00 €	49 %	+ 14 %
Cotisations	3 600,00 €	4 175,00 €	7 %	+ 15 %
Total	**43 189,37 €**	**56 592,00 €**	**100 %**	**+ 31 %**

L'augmentation du volume de prestations (26%) doit être appréciée positivement car elle contribue à l'indépendance financière du MES.

L'Apport de l'APES est un apport exceptionnel, d'un membre du Mouvement, attaché à ce que le Réseau national développe davantage les coopérations entre les membres et la valorisation de leur activité en faveur du développement de l'économie solidaire. l'APES appelle à ce que ce financement soit un levier structurant pour le renforcement du réseau à l'échelle nationale par le renforcement de l'action entre les membres.

La part des subventions, correspond à la reconnaissance de la contribution du MES à l'intérêt général, elle représente la moitié des ressources du MES, mais la part de subventions publiques ne représente que seulement 11 % des ressources financières du MES, la disparition du soutien de la délégation à l'ESS de l'Etat, depuis la mise en place du HCESSIS est significative à cet égard.

La part des cotisations en légère augmentation reste faible, nous devons continuer à la faire progresser car elle est le gage de notre légitimité.

Enfin, comme en 2018, il faut relever que ce redressement des produits d'activité a été réalisé avec des moyens humains très limités, un salarié à temps partiel, renforcé durant 4 mois par une stagiaire sur l'organisation de la coopération des membres au projet stratégique du mouvement. Les moyens humains ne sont pas à la hauteur des missions du MES mais ces moyens humains sont tributaires des ressources du mouvement. L'apport d'un de nos membres l'APES a été essentiel en 2019 pour nous aider à sortir de cette limite, l'accueil d'une stagiaire pour organiser la mise en place des chantiers de coopération entre membres en lien avec le projet stratégique du MES, nous a permis cette année de travailler au renforcement du mouvement pour les années à venir.

L'augmentation des produits s'est accompagnée d'une augmentation plus importante des charges

Les charges de l'exercice 2019 atteignent 60 359, 75 € soit une augmentation de 18 732,65 €, +45 % par rapport à 2018. Une augmentation mal maîtrisée qui ne permet pas de dégager un excédent de gestion mais au contraire produit **un résultat net déficitaire de 3 748,83 €.**

Il est donc important d'analyser l'évolution des postes de charges pour comprendre ce qui a contribué à ce résultat :

L'augmentation des charges est liée :

- La mise en place de la stratégie 2019-2022 et à la construction des quatre chantiers coopératifs, qui a nécessité le recrutement d'une stagiaire pendant cinq mois (dont quatre en 2019), la location d'un espace de travail, et les frais d'organisation du séminaire. Cette action a généré sur 2019, 14 400 € de charges pour 15 437 € de produits, l'excédent de 1040 permettant de prendre en charge les frais liés à la fin de l'action en 2020 (indemnité de stage et location du bureau de janvier). Elle contribue donc à l'augmentation des charges mais ne creuse pas de déficit.
- L'action SSEVET2 qui génère également une augmentation des frais de déplacement et de mission du fait des déplacements en Europe, mais là encore la comptabilité analytique nous montre que cette action est financée a hauteur 11 358 € et elle est a l'équilibre. Elle bénéficie par ailleurs d'un engagement bénévole de Josette COMBES qui malheureusement n'est pas valorisé en comptabilité générale mais seulement dans les contributions volontaires

Le déficit est donc essentiellement lié à l'action coordination nationale qui génère plus de charges que de produits dont notamment :

- Les frais liées aux déplacements et missions qui atteignent 8 198 € (6030 en 2018), essentiellement générés par la représentation à ESS France (Bruno et Bérénice), les rencontres de la vie associative (CA, AG Séminaire, Participation RIPESS, avec prise en charge cette année des frais de déplacement de Bérénice et Josette en plus de ceux de Bruno) et dans une moindre mesure au CTC pour la participation aux 4 comités de pilotage et au CAC, les frais liés à la participation au Transiscope étant pris en charge par le Transiscope.
- Les charges de personnel affectées à cette mission à hauteur de 19 856 € ce qui correspond à 0,4 équivalent temps plein du délégué national (poste à 0,6 etp) ce qui est peu vu la charge de travail (représentation, communication, formations bénévoles, administration et gestion) qui nécessiterait à minima de maintenir un mi temps sur cette fonction.

La baisse en 2019 de 20 000 à 15 000 € , de la dotation FPH sur notre mission globale correspond au manque (sur la base 0,4 eqtp) pour atteindre l'équilibre sur cette fonction essentielle au MES.

Le résumé de l'exercice comptable 2019 se présente donc ainsi :

► Produits : 56 592,00 € (43 199,51 € en 2018)

► Charges : 60 359, 75 € (41 627,10 € en 2018)

► Résultat net : un déficit de 3 748,83 €. (bénéfice de 1 372,41 € en 2018)

2.2.2 LE BILAN

1. ACTIF

Au 31 décembre 2018,le total du Bilan atteint

10 791,89 €,

Au niveau de l'Actif, l'association ne possède pas de biens corporels ou incorporels immobilisés.

ACTIF	
Actif immobilisé	
20. Immobilisations incorporelles	**0,00**
- Frais d'établissement	0,00
- Frais de développement	0,00
- Concessions et droits similaires	0,00
- Droit au bail	0,00
- Autres immobilisations incorp	0,00
21. Immobilisations corporelles	**0,00**
- Terrains	0,00
- Aménagements	0,00
- Constructions	0,00
- Matériel et outillage	0,00
- Autres immobilisations corp.	0,00
27.Autres immobilisations financières	**0,00**
28. Amortissements des immobilisations	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**0,00**

L'actif est donc constitué que d'actifs circulants comprenant des créances pour 9 499,50 €, et des disponibilités pour 1 292,39 €,

Actif circulant	
4 Créances	9 499,50
5. Compte financiers	**1 292,39**
- Banque	768,56
- Compte épargne	523,83
- Caisse	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**10 791,89**

TOTAL ACTIF	**10 791,89**

Etat des créances :

Compte	Intitulé du compte général	Débit	Crédit	Solde	COMMENTAIRES
411ADH	ADHESIONS	3 500,00	1 670,00	1 830,00	Adh 2019 reçu en 2020 sauf 150 adepes
411CRID	CENTRE DE RECHERCHE ET D4INFORMATION POUR L	843,50	135,50	708,00	reçu en 2020
411HELLOASS	HELLO ASSO COTISATION ET DON MES	945,00	270,00	675,00	reçu en 2020
411OPALE	OPALE	80,00	0,00	80,00	reçu en 2020
411RIPESS	ADHÉRENTS ET COMPTES RATTACHES	515,79	398,29	117,50	facturé mais non reçu en 2019 à régulariser
411UFISC	UFISC	2 714,40	1 364,40	1 350,00	fact AJITER +1 Webinaire en cours de règlement
CREANCES CLIENTS 4 760,50					
467005	Bérénice Dondeyne	950,00	611,00	339,00	Solde avance non justifiée au 31/12/2019
467NOVETAT	NOVETAT	5 000,00	600,00	4 400,00	report solde non remboursé de l'apport enfond propre prêt de 2016
AUTRES CREANCES 4739,00					

L'ensemble des créances est encaissé au moment de la clôture des comptes en octobre 2020, hormis une dette de 4 800 € de Novetat, liée à un apport associatif avec droit de reprise de février 2016.

2. PASSIF

Les fonds propres se dégradent cette année du fait du déficit enregistré sur l'exercice, l'apport associatif avec droit de reprise consenti par le RIPESS pour un montant de 3000 euros en décembre 2018, remboursé en 2020, permet de maintenir les fonds propres à 4031,84 € (contre 4 773,48 €,en 2019) ce qui reste insuffisant pour assurer le fond de roulement nécessaire à l'activité, et va nous contraindre à trouver de nouveaux apports en 2020, nous devons retrouver des résultats excédentaires pour reconstituer nos fonds propres sur le long terme.

PASSIF	
Fonds Associatifs et Réserves	
Fonds Propres:	
102 Fonds asso sans droits de reprise	0,00
1026 subv invest sans droits de reprise	0,00
11 report à nouveau	4778,67
12. Résultat net de l'exercice	-3746,83
Autres Fonds Propres:	
103 Fonds asso avec droits de reprise	3000
19 Fonds dédiés	0,00
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**4 031,84**
Provisions	
14. Provisions réglementées	
15. Provisions pour risques et charges	
TOTAL PROVISIONS	**0,00**

Le total des dettes est de 6 760 euros au 31 décembre 2019, Pour l'ensemble ces dettes étaient remboursées au moment de la clôture des comptes en octobre 2020 hormis 2000 euros de dette à l'UFISC sur convention MDRAC pour le siège du MES.

Dettes	
Dettes Fournisseurs	4 580,80
Dettes Fisc et Sociales	2 179,25
TOTAL DETTES	**6 760,05**
Produits Const d'Avance	
TOTAL PASSIF	**10 791,89**

Détail des dettes :

Compte	Intitulé du compte général	Débit	Crédit	Solde	COMMENTAIRES
401ADEPES	ADEPES	1 205,00	1 405,00	-200,00	réglé en janvier 2020
401CHAMBER-	CHAMBER6SIGN	0,00	60,00	-60,00	non réglé à régulariser
401CTC	COLLECTIF TRANSITION CITOYENNE	43,50	143,50	-100,00	réglé en janvier 2020
401GIDEP	SARL GIDEP TOULOUSE	0,00	456,00	-456,00	réglé en janvier 2020
401JAUF	CABINET JAUFFRET6BBR CONSEIL	489,60	794,40	-304,80	réglé en janvier 2020
401JBT	JB TRANSPORT	0,00	160,00	-160,00	réglé en janvier 2020
401LABASE	GANG LA BASE PARIS	600,00	900,00	-300,00	réglé en janvier 2020
401UFISC	Union Fédéral d'Intervention des Structures Culturelles	1 800,00	4 800,00	-3 000,00	Conv 2017 : 2000 non réglé + 2019 : 1000 réglé en 2020
DETTES FOURNISSEURS -4 580,80					
431	Sécurité sociale	10 625,16	11 462,02	-836,86	réglé en janvier 2020
43725	PREVOYANCE	442,60	528,61	-86,01	
43735	ARRCO	2 545,57	3 123,46	-577,89	
4386	FORMATION CONTINUE	0,00	257,14	-257,14	
4421DGFIP	DGFIP PRELEVEMENT IMPOT A LA SOURCE		421,30	-421,30	pb de prélèvement réglé en 2020
DETTES SOCIALES -2 179,20					

2.2.3 Conclusion du Rapport Financier 2019:

L'exercice 2019 se solde par un résultat déficitaire de 3 746,83 € et un fond associatif de 4 031,84 €. Sur la Base d'un budget prévisionnel de 56 659 € nous avons réalisé 56 612,92 € € de recettes pour 60 359, 75 € de dépenses.

Après une situation 2017 très déficitaire, nous avions su retrouver l'équilibre en 2018, avec la convention tri annuelle de la FPH et l'arrivée de financement européen projet ERASMUS SSEVET2. Nous avions prévu, grâce à l'apport de l'APES, d'augmenter notre volume d'activité sur une base de 55 000 €, mais nous n'avons pas su bien maîtriser nos dépenses, puisque l'exercice 2019 se termine déficitaire.

L'exercice 2019 n'a pas permis d'augmenter le temps de travail du Coordinateur qui a vu sa charge de travail augmenter du fait des nouveaux projets, et qui devra faire face au développement de l'activité générée par les chantiers coopératifs qui doivent également nous permettre de générer de nouvelles ressources en 2020, il faudra donc intégrer en 2020 l'augmentation de son temps de travail .

Enfin la dette de Novetat doit faire l'objet d'une discussion sur les modes de compensation que Novetat apporte sous forme de contribution volontaire dans le cadre du projet européen, cette contribution non négligeable de Josette Combes valorisée comme contribution volontaire ne permet pas comptablement de faire baisser cette dette.

2.2.4 Résolutions :

Après avoir entendu et débattu ce Rapport Financier, l'assemblée générale adopte à l'unanimité des votants, les résolutions suivantes :

1. ***Approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils ont été présentés.***
2. ***Affecte le résultat de cet exercice, au compte « report à nouveau » du bilan.***
3. ***Donne quitus au Conseil d'Administration de sa gestion financière en adoptant les résolutions présentées***

2.3 Élection du nouveau CA :

Le Conseil d'administration sortant propose de ne pas procéder à la réélection d'un tiers de membre du CA comme le stipule les Statuts mais de valider l' expérimentation pendant un an, d'un Conseil d'Administration ouvert à tous les membres.

L'objectif est de sortir d'une gouvernance pyramidale avec un vote de représentants pour siéger au conseil d'administration qui avec le temps fait porter la gouvernance sur un nombre restreint de personnes et donc de sortir d'une logique de CA pour aller vers une logique d'Assemblée Générale Permanente.

A l'issue du CA de septembre il a été décidé d'ouvrir la liste de discussion du conseil d'administration à l'ensemble des adhérents afin qu'ils soient informés des travaux du Conseil d'administration et puissent y participer quand il le désirent. Le Conseil propose que l'on valide la proposition d'expérimenter une assemblée permanente jusqu'à la prochaine AG statutaire 2020 qui pourra être exceptionnelle si nous décidons d'inscrire ce nouveau mode d'organisation dans nos statuts.

Délibération : ***La proposition d'expérimenter une assemblée permanente est votée à l'unanimité des personnes présentes.***

L'assemblée générale demande que le bureau toujours en place apporte une information de clarification sur le mode d'organisation de cette gouvernance collective, notamment sur les modalités de prise de décision, la prochaine réunion du CA élargie qui devra élire le nouveau Bureau.

3 Présentation du projet stratégique 2020-2023 et des actions en cours :

3.1 Rappel des quatre axes de coopération de notre stratégie 2019-2022

Dans la continuité du séminaire *Pour Un Printemps solidaire* et *de l'AG 2017-2018*, le conseil d'administration a élaboré en concertation avec les membres du mouvement la Stratégie du Mouvement pour la période 2019-2022.

Au-delà des missions de représentation, de promotion et de formation, cette stratégie repose sur la mise en place d'une dynamique de chantiers coopératifs entre los membres dont les objectifs sont multiples, il s'agit à la fois, de :

- Renforcer l'interconnaissance et la coopération entre les membres du mouvement autour d'actions partagées
- Valoriser et renforcer les activités menées conjointement par plusieurs des membres dans les territoires et les filières qui méritent d'être mis en commun pour mutualiser les recherches, mutualiser les outils, coopérer pour développer et défendre ce qui est développé et le porter plus efficacement au niveau national.
- Renforcer l'image du mouvement en donnant plus de lisibilité sur ce que le Mouvement porte à travers ses membres sur l'ensemble du territoire national.
- Produire des ressources : guide pratiques, formation, outils numériques, …

Les actes du Printemps Solidaire de 2018 et les rencontres organisées durant la phase de construction de notre stratégie mettent en évidence quatre chantiers thématiques de coopération, qui sont au centre des enjeux que nous partageons pour l'économie solidaire et une transition économique, écologique, démocratique, sociale et sociétale.

L'Apport de l'APES, nous a permis en 2019 de construire la première phase de cette stratégie, la construction des chantiers opérationnels à travers la mise en place de groupes de travail pour chaque thématique, rajeunissant les personnes travaillant sur la thématique dans chaque réseau.

Le recrutement d'un stagiaire, pour accompagner le délégué national dans le travail de structuration de ces groupes et l'organisation du séminaire *Coconstruire L'Economie Solidaire* en décembre 2019, pour partager la stratégie et mettre en place le programme opérationnel des quatre chantiers. cf les actes du seminaire

Trois chantiers sur quatre se sont traduits en projet opérationnel en 2020, le quatrième sur les modèles socio économiques des initiatives solidaires reste à construire faute de ressources suffisantes en interne pour porter la dynamique coopérative.

3.2 L'innovation sociale citoyenne au service du développement des territoires

Un groupe de travail de 18 personnes, composé de chercheurs, de représentants des réseaux territoriaux et thématiques du mouvement, de chargé de mission en charge d'accompagner des démarches de développement territorial, des réseaux partenaires, a été constitué et se réunit régulièrement depuis le séminaire.

Un plan d'action a été élaboré collectivement autour de la réalisation sur la période du projet stratégique, d'une recherche action coconstruite avec le Collège d'études mondiales en trois phases :

- La capitalisation des outils et méthodes développés à travers nos pratiques et la construction d'une communauté d'accompagnateurs inscrit dans une logique de communauté apprenante et de construction d'une offre de service, à partir d'un cycle de six visites apprenantes de deux jours et de six journées de coopération et d'échanges et encadré par un chercheur pour coconstruire la valorisation de nos savoirs.
- L'expérimentation sur de nouveaux territoires, à partir de l'offre de service et des ressources capitalisé en Phase 1 dans le cadre d'une recherche-action afin d'inscrire notre démarche dans un cadre de formalisation et de diffusion de savoirs.
- La diffusion de nos travaux dans une logique de coopération et d'échange de savoirs avec l'ensemble des acteurs travaillant sur ce sujet pour nourrir au-delà de notre réseau un écosystème de la transition écologique et solidaire des territoires.

Des financements ont été acquis en 2020, auprès de la FPH et de la Fondation du Crédit Coopératif pour réaliser la phase 1 et lancer la phase 2 de ce projet.

3.3 L'évaluation de l'utilité sociale et de l'impact social :

Le groupe de travail mobilise quelques membres actifs autour d'Olivia Mailfert (APES) et de Bérénice Dondeyne (MES Occitanie-Adepes). Plusieurs temps de travail ont eu lieu depuis sur la thématique avec comme premier objectif de construire une communauté de vision sur ces sujets.

Le chantier est aussi mutualisé avec le RIPESS Europe, qui en a fait un de ses axes de travail et c'est également Olivia Mailfert qui coordonne ce groupe européen. Plusieurs temps d'échanges ont eu lieu durant le FSMET et à l'occasion de l'AG du RIPESS Europe, un groupe se constitue autour d'un projet d'échange d'expériences et de construction d'un plaidoyer. Un dossier de demande de financement à été déposé auprès de la fondation Culture pour la solidarité mais n'a pas été obtenu, une recherche de financement est également en cours en France pour passer en phase de production opérationnelle.

Objectif du groupe thématique MES :

1. Capitalisation des pratiques en matière d'évaluation de l'impact social / utilité sociale, en se basant sur les ressources du réseau, + ressources externes
2. Réalisation d'un référentiel commun/note/vision politique au réseau du MES encadrant la question de l'évaluation de l'impact et le choix des méthodes
3. Conception, développement d'une plate-forme d'accompagnement sur les démarches d'évaluation

Objectifs du groupe Ripess :

1. Construire une communauté d'échanges et de mutualisation autour des notions d'impact social, d'utilité sociale…
2. Augmenter les compétences collectives : sur la base de l'expérience de terrain et de l'intervention d'experts.
3. Renforcer le plaidoyer : Impulser un plaidoyer commun et créer une diffusion en ligne, rédiger un guide de bonnes pratiques.

3.4 Renforcer le plaidoyer et les convergences en faveur d'une transition économique, environnementale, sociale et sociétale :

Cet axe de coopération regroupe deux dimensions : 1. la structuration d'une force de plaidoyer en interne au mouvement, qui pour l'instant a du mal à émerger, faute de parvenir à structurer un groupe opérationnel réunissant les personnes chargées de la communication dans les différentes structures du mouvement, L'apport d'un chargé de mission communication au sein de la coordination nationale semble nécessaire pour passer un cap sur ce chantiers. Nous n'avons pas pour l'instant les moyens de recruter ce poste. 2. dans la continuité de notre volonté de promouvoir l'économie solidaire et la citoyenneté économique dans l'ESS et dans les mouvements de la transition sociale et écologique, nous continuons notre travail de convergence au sein de différents collectifs auxquels nous avons adhéré : ESS France, le CAC et le CTC et au sein du projet coopératif Transiscope. Nous travaillons également cette question au sein du RIPESS Europe et du FSMET

Nous aborderons notre implication dans ESS France dans la partie 4. du compte rendu de l'AG.

3.4.1 Le Collectif pour une Transition Citoyenne :

Le Collectif pour une Transition Citoyenne, est un réseau de 30 mouvements partageant la même vision d'une transition écologique, sociale et humaine, le Collectif œuvre à faire davantage résonner la transition citoyenne.

L’action du Collectif s’articule autour de projets impliquant ses membres mais aussi des structures non membres qui rejoignent la dynamique d’un projet.

Nous avons rejoint le CTC il y a maintenant plusieurs années et nous sommes devenus un membre reconnu et actif au sein du Comité de pilotage. En tant que représentant du MES, le délégué national participe à différents groupes de travail, actuellement référent du groupe gouvernance, qui travaille sur le mode d’organisation du collectif. Il a été également impliqué en 2019 sur la construction du Pacte pour la transition, il est également membre de comite de coordination.

Le collectif vient de valider en Copil les différents axes stratégiques du CTC pour la période 2021-2023 :

- La Fête des Possibles : la participation à la 4ème édition de la Fête des Possibles en septembre 2020 aconnu une baisse, s'explique notamment, en 2019 par la baisse d’énergie choisie du CTC sur la mobilisation et la communication avec le lancement du Pacte et en 2020 par les perturbations liés à la crise du COVID19 et le report des municipales. L’événement reste toutefois un temps fort identifié par de nombreux acteurs locaux où montrer la multiplication des initiatives locales et il devrait devenir un temps de mobilisation annuel des collectifs Pacte.
- Le Pacte pour la transition : Le lancement sur la période 2018-2020, a abouti à l'émergence de plus de 350 collectifs citoyens, autonomes, qui s'appuient sur les 32 mesures du Pacte pour effectuer un travail de plaidoyer local et ont permis prés de 1000 signatures de pactes avec des listes candidates dont 288 ont été élues majoritaires dans leur commune. Le Pacte s’appuie sur un réseau de 60 organisations partenaires qui ont contribué à la construction du pacte, la mobilisation et à la communication. Aujourd’hui il faut continuer la dynamique Pacte et accompagner les collectifs existants pour faire le suivi de la mise en œuvre des mesures, Le Pacte doit aussi s’impliquer dans les prochains temps forts "politiques".
- Ecoosystème : projet de construction d’un système économique alternatif à l’économie dominante à l’échelle nationale. Construit à partir d’une réflexion entre plusieurs grandes coopératives inscrites dans la Transition (les Licornes : Enercoop, la Nef, Mobicoop,…) et des mouvements militants autour de la construction d’un réseau de coopérateurs responsables, d’une monnaie commune alternative à l’euro : la Monnef et d’une fiscalité propre, la taxe Coopin dont le produit permettrait d’accélérer les modèles vertueux de l’économie marchande et le financement des modèles vertueux de l’économie non marchande.
- Se renforcer : dont l’objet est de renforcer le collectif et ses membres par des logiques de coopération et de mutualisation au service du Plaidoyer commun

La clef de la stratégie du CTC est la coopération, pour un accompagnement plus efficace des dynamiques citoyennes et l’accélération de la transition globale.

3.4.2 Collectif des Associations Citoyennes

Depuis l’université d’été du CAC à Marseille à laquelle le MES avait participé et le séminaire Coconstruire occasion d’un débat intéressant sur la thématique de la marchandisation, Patricia Coler, Bruno Lasnier, Francois Bernard continuent à participer au CAC dans divers espaces, de la marchandisation, aux droits culturels, ou à la défense des associations citoyennes.

Après les communiqués en commun contre les politiques destructrices du gouvernement, plan de soutien à l’ESS et à la vie associative, nous partageons en 2020 la construction d’une journée d’étude acteurs-chercheurs sur le thème ***"Quel monde associatif demain ? Des limites actuelles de l’action associative aux moyens de les dépasser"***. Co-organisée par le CAC la Fondation Maison des Sciences de l’Homme, le

Mouvement pour l'Economie Solidaire, avec J-Louis Laville, l'UFISC, le Transiscope, cette rencontre se tiendra le 25 novembre 2020 et permettra de partager analyses et propositions sur le devenir du monde associatif.

3.4.3 Transiscope :

Transiscope est un collectif de coopération entre des associations et des citoyens qui travaillent depuis quatre ans dans une logique horizontale pour développer une plateforme web des alternatives citoyennes en faveur de la transition écologique et solidaire dans une logique de construction de commun.

La première réalisation de Transiscope a été de créer un système d'agrégation de sources de données permettant de rendre visible sur leNet dans une seule carte l'ensemble des initiatives collectées auprès des sources agrégées, aujourd'hui plus de 30 000 initiatives alternatives et citoyennes sont accessibles depuis Transiscope.

Le MES a rejoint le Transiscope, en 2018, dans une logique de coopération et de valorisation de la Base de Données des Initiatives Solidaires (BDIS) , nous sommes donc à la fois une source, et un membre coopérateur au sein du Copil du Traniscope. Bruno Lasnier participe au Copil et est impliqué au sein du groupe de travail Partenariats.

Transiscope vient de se doter d'une stratégie sur 3 ans : Faire Système, avec pour objectif de :

- Permettre aux citoyens de trouver les acteurs et les actions pour la transition sur leurs territoires de façon simple pour s'engager et participer
- Développer et outiller nos communs : les logiciels du projet sont libres, donc ré-utilisables et améliorables pour d'autres projets
- Accélérer la mise en réseau et les synergies entre les initiatives en incitant à la coopération
- Visualiser les territoires ou les problématiques qui nécessitent le développement d'alternatives concrètes

Pour les réaliser Transiscope s'est fixé trois axes stratégiques :

- Le renforcement du projet : Transiscope est une structure se développant en continu au cours du temps, afin de s'adapter au contexte et au besoin de celui-ci. Au delà de la cartographie des initiatives, nous travaillons maintenant sur l'agrégation d'agenda d'événements, de base de données documentaires et l'accès aux outils au service de la coopération, (formations, forges…)
- Le renforcement de la coopération avec les acteur-trices du projet : , qu'ils soient membre du Copil ou encore source pour Transiscope.
- La dynamisation d'écosystèmes d'alternatives sur les territoires : rendre les alternatives crédibles, visibles et faire qu'elles fassent système sur les territoires grâce à des actions favorisant l'interconnexion. Pour Transiscope, la montée en puissance des systèmes d'alternatives ne signifie pas la fédération de ces alternatives au sein d'une structure unique, mais bien leur reliance dans une logique d'archipel. l'objectif est de préserver l'identité, la culture et le mode d'action de chaque alternative ou système d'alternatives sur le territoire. Transiscope se définit davantage comme une pirogue c'est a dire un outil favorisant la relance entre les îles.

3.5 Question en débat :

Quels liens et articulation entre l'implication, dans ces dynamiques de transition citoyenne et écologique, de la Coordination du Mouvement au niveau national et l'action de réseaux thématiques et territoriaux.

Comment renforcer les coopérations et la cohérence aux différents niveaux ?

Comment les actions ou les outils développés dans ces espaces collectifs au niveau national sont appropriés et utilisés au niveau des membres du MES ?

Bérénice : Pour le MES Occitanie, il y a beaucoup d'initiatives ce qui entraîne une difficulté à se mobiliser de façon constructive. De plus les mouvements de la transition type Alternatiba, Colibris reposent sur l'engagement citoyen très hétéroclite ce qui rajoute de la complexité dans la manière de construire ensemble, Au niveau du MES Occitanie nous participons à l s des temps de convergence autour de mobilisation type caravane Alternatiba, journée pour le Climat, mais il est difficile de construire dans le temps, on retrouve certains de ces réseaux au sein du FRESS.

Josette : Pour avoir participé à beaucoup de réunions à l'origine de ces collectifs, je trouve qu'il y a une difficulté à suivre entre le foisonnement, la dispersion, on est confronte à beaucoup de complexité et à une problématique de temps disponible pour arriver a suivre.

Bérengère : A l'APES on a eu du mal avec les mouvements citoyens issus de la transition ou des mouvements gilets jaunes et puis finalement poussé par l'implication du MES au niveau national on a décidé de tenter quelque chose au niveau local, on est en contact avec des mouvements de citoyens et on commence à travailler sur comment ces collectifs locaux peuvent construire des coopérations en s'appuyant sur ce que fait le MES tant au niveau local que national.

Annie Berger : C'est super qu'au niveau national vous trouviez le temps de ce travail fondamental. Mais combien de temps Bruno consacre t- il à ce travail et n'est ce pas au détriment d'autres missions ? Au niveau de notre région ce travail s'opère au fil du temps et des opportunités, la convergence est extrêmement complexe, elle demande des moyens et du temps que nous n'avons pas.

4 Le Plaidoyer au sein des instances nationales et international

4.1 Plaidoyer au regard de notre participation aux instances nationales :

4.1.1 Nouvelle configuration ESS France, chantiers en cours

Pour rappel nous avons rejoint en 2015 ESS France, la chambre française de l'ESS organisme de droit privé (association loi 1901) mais institué par la loi sur les Entreprises de l'ESS de juillet 2014 et créée fin 2014, nous n'avons donc jamais fait partie des membres fondateurs.

Depuis notre adhésion, nous avons acquis notre légitimité et notre reconnaissance notamment comme espace de représentation des initiatives économiques citoyennes. Par le biais d'ESS France nous participons au Conseil Supérieur ESS et sommes reconnus comme tête de réseau national de l'ESS, mème si cela ne nous garantit pas d'aide de la délégation ESS de l'Etat qui soutient par ailleurs la majorité des têtes de réseau nationaux de l'ESS, mais qui ne nous soutient plus financièrement depuis la mise en place du Haut Commissariat à l'Economie Sociale Solidaire et à l'Innovation Sociale.

Sur notre bilan au sein d'ESS France nous avons contribué à différents chantiers comme le guide des bonnes pratiques ou celui du financement ou nous avions poussé a ce que les contrats à impact social ne soient pas

cités. A travers nos représentants Bérénice Dondeyne et Bruno Lasnier nous participons régulièrement aux instances de gouvernance (CA, Bureaux et AG) et aàtravers les membres du CA du MES, nous apportons notre contribution dans les débats des groupes et des commissions. On peut observer que notre participation à ESS France nous a permis de formuler des prises de position communes sur des sujets nationaux (et hors des instances ESS France), notamment en rédigeant ou co-rédigeant avec des réseaux amis des communiqués sur des points d'actualités.

En 2019 Patricia Coler CO Presidente du MES a été désigner par ESS France pour un second mandat de 3 ans au sein du CSESS. Poste attribué par le decret de nomination des membre du Conseil Supérieur à l'ESS qu'elle occupe toujours a ce jour.

En 2019 sous l'incitation du HCESSIS, une dynamique de fusion entre ESS France et le CNCRESS a été entreprise.Dans le cadre de cette fusion la question de la place du MES s'est posée puisque nous n'avons pas été reconnus comme membres de fait du collège des représentants des grandes familles de l'ESS au sens de l'Article 1 du 31 juillet 2014. Malgré notre insistance à revendiquer l'économie solidaire comme une famille inscrite dans l'article 1, le conseil d'administration d'ESS France n'a pas voulu modifier la composition du collège 1 et nous a proposé d'intégrer le collège 3, le collège 2 étant celui des CRESS. Cette situation qui est une forme d'échec dans la reconnaissance du MES comme espace de représentation des structures de l'Économie Solidaire est également une opportunité donnée à notre mouvement pour construire un espace de contre pouvoir au sein d'ESS France entre d'un coté le pouvoir des fédérations nationales de l'économie sociale statutaires (Mutuelles, Coopératives et Fondations) et de l'autre le pouvoir des Chambres Régionales de l'ESS, espace de Pouvoir renforcé par l'attribution en 2020 à la création de la nouvelle structure de la vice présidence au titre du collège 3 à Bérénice Dondeyne représentante du MES.

Il s'agit donc pour notre mouvement de se questionner sur la manière de renforcer (professionnaliser) notre travail de représentation. Notre mission de construction d'un plaidoyer articulé aux réalités réglementaires ou politiques s'est renforcée (disparition des emplois aidés, élections communales ou européennes...).

En 2019 nous avons notamment publié :

- le Communiqué CAC-MES : Les plans du gouvernement pour les associations et pour l'Economie Sociale et Solidaire: en total décalage![1]
- Une Note pour le CA du MES et les membres sur les plans de croissance de l'ESS et sur la vie associative qui a servi de base à la contribution du MES a l'avis d'ESS France sur le Pacte de croissance de l'ESS[2]
- Un avis sur la grand débat en réponse au mouvement des gilet jaunes[3]
- Une contribution au texte de Recommandations d'ESS France sur les commissions permanentes du CSESS
- Un avis sur le PLF 2020[4]
- Une lettre ouverte aux candidat.es aux élections européennes,co élaboré avec le RIPESS Europe[5]

Ceci mérite encore des améliorations (partage collectif en lien avec le terrain, temps et moyens consacrés) :

Comment faire vivre collectivement cette fonction ?

1 http://www.le-mes.org/Les-plans-du-gouvernement-pour-les-assos-et-pour-l-ESS-en-total-decalage.html
2 http://www.le-mes.org/Analyses-et-propositions-du-Mouvement-pour-l-Economie-Solidaire-relatives-au.html
3 http://www.le-mes.org/Gilets-Jaunes-l-economie-ultra-liberale-a-l-epreuve-de-la-crise-sociale-et.html
4 http://www.le-mes.org/Projet-de-Loi-Finance-2020-l-ESS-encore-a-la-marge.html
5 http://www.le-mes.org/lettre-ouverte-aux-candidat-es-elections-europeennes-26-MAI-2019.html

Comment renforcer la capacité des membres du réseau à participer à la construction de contributions qui pèsent? Réactivité et organisation, capacité à communiquer l'essentiel….

Que portons-nous au niveau politique ?

Comment intégrer des nouveaux réseaux au sein du collège 3 et conforter sa place au sein d'ESS France ?

Quel impact sur nos réseaux ?

Il y a des enjeux de visibilité du MES au sein de ces instances nationales, il y a aussi des enjeux d'adaptation à la tendance à l'institutionnalisation d'ESS France, Avec un point d'attention : nous ne sommes pas à ESS seulement pour défendre des politiques publiques d'ESS.

Réflexion globale qui doit être débattue en CA. : quelle est la stratégie du MES au sein d'ESS France ? Que venons nous défendre ? Quelle stratégie d'indépendance vis à vis des autres grandes familles de l'ESS ? Le Collège 3 qui reste à construire : quelle est notre stratégie ?

4.1.2 Les Chantier d'ESS France :

4.1.2.1 La République de l'ESS.

L'Idée est de préparer un plaidoyer sur l'ESS commun dans la perspective des présidentielles. Le MES et ses membres peuvent inscrire dès aujourd'hui des propositions, des évènements, des temps forts. Renforcer le plaidoyer d'un ensemble commun, l'ESS. Par ex. le FRESS à Toulouse s'inscrit dans cette dynamique. D'autres membres peuvent de novembre 2020 à 2021 s'emparer de cet espace et participer à cette plateforme.

Calendrier : d'aujourd'hui jusqu'aux présidentielles. Une rencontre sur l'ESS en octobre 2021.

4.1.2.2 ACT 4 SOCIAL EU

L'IPSE et ESS France se sont saisis de la consultation publique de la Commission européenne sur le renforcement du Socle Européen des Droits Sociaux Pour créer et animer une coalition d'acteurs de la protection sociale solidaire dénommée ACT 4 SOCIAL EU, Pour que l'Europe sociale devienne enfin une réalité concrète. La coalition a déjà produit plusieurs contributions et lance une compagne de plaidoyer Le MES est par sa place au sein d'ESS France associé à cette action.

4.1.3 Nouveau secrétariat d'État à l'ESS, feuille de route.

Madame Olivia Grégoire occupe ce poste pour une période certainement courte d'ici aux élections présidentielles. Ses priorités :

- Développement des investissements à impact social
- Simplification administrative des entreprises de l'ESS
- Les normes extra financières à travailler en opposition à l'offensive américaine
- Europe
- Soutien au développement économique des entreprises de l'ESS sur les territoires : notamment en attente d'un soutien aux entreprises de l'ESS, plus important des CRESS.

Un rendez-vous est prévu au mois de novembre avec plusieurs membres de son cabinet.

Le HCESSIS a été dissous, en plus des budgets obtenus du ministère de l'économie, elle a récupéré les budgets et les postes attribués au HCESSIS, mais gardé seulement deux personnes de l'ancienne équipe dont Yann Joseau, Christophe Itier a été relevé de sa fonction et semble-t-il réorienté à l'international sur une mission de coordination de Pact for impact.

4.2 Participation du MES aux instances internationales :

4.2.1 RIPESS EU :

Le MES est membre fondateur du Réseau européen qui est présent maintenant dans 17 pays de l'UE et regroupe 40 réseaux, un développement qui donne de la légitimité au RIPESS Europe, dont l'audience grossit auprès des institutions. La Stratégie du réseau est d'aller au contact des structures dans les pays pour les aider à se structurer, comme en Grèce ou en Roumanie récemment pour qu'ils intègrent progressivement le réseau.

Le MES est représenté au sein du Comité de Coordination par Josette Combes en tant que coordinatrice de la communication et Bruno Lasnier comme trésorier. Josette a une fonction de représentation du RIPESS EU au sein du RIPESS intercontinental Des membre du MES (APES, UFISC et MES Occitanie sont également membres du RIPESS Europe.

3 objectifs du projet stratégique :

- Promouvoir les écosystèmes territoriaux et le développement économie solidaire comme une alternative au business as usual.
- Développer le plaidoyer et intervenir dans les instances et les campagnes de promotion de l'ESS
- Renforcer le réseau par la coopération entre membres à l'échelle européenne : Des projets européens sont en route : le MES participe au projet ERASMUS SSEVET 2 avec des partenaires (Grèce, Portugal, Roumanie,, Italie et Allemagne). Il existe d'autres projets sur l'Europe de l'Est de formation des élus . L'UFISC est leader d'un ERASMUS de mobilité européenne sur la question des coopérations territoriales. Sur les 6 partenaires 5 sont membres du RIPESS.

4.3 Forum Social Mondial des Economies Transformatrices (FSMET) :

En avril 2019, le MES a participé à la rencontre préparatoire du Forum Social Mondial des Economies Transformatrices (FSMET) à Barcelone. Le MES Occitanie a consacré son Forum Régional (FRESS) de novembre 2019 à la promotion du FSMET et a permis que ce soit un temps national.

L e FSMET a été lancé à l'initiative du RIPESS Intercontinental et de deux réseaux de l'économie solidaire le REAS espagnol et la XES catalan, conçu comme un espace de convergence entre la dynamique des Forum sociaux mondiaux portée par les mouvements altermondialistes et celle des rencontres globalisons la solidarité des réseaux d'économie solidaire il a pour objectif de créer des opportunités d'actions communes entre différents acteurs qui ont tous un objectif de transformation social et économique dans une perspective de démonstration puissante grâce à l'articulation des structures agissantes et de plaidoyer mondial.

En raison du Coronavirus, le FSMET 2020 a été reporté en juin et juillet 2020 sous forme virtuelle et en octobre pour la mise en place d'un agenda commun .

Par l'intermédiaire de ces participations, le MES est très actif au niveau européen et intercontinental et entretient des échanges avec la plupart de ses homologues. Le MES participera à la campagne anniversaire des 10 ans du RIPESS EU en 2021.